

La géographie de la France : une science sociale en évolution

La géographie est aujourd'hui une science de la société ce qui n'était pas le cas dans les manuels de 1950.

Un statut paradoxal :

La géographie n'existe pas pour les médias, la réflexion politique. Les géographes ne sont guère convoqués dans les débats d'idées.

Néanmoins, les géographes ont obtenu une certaine légitimité grâce à l'aménagement du territoire. La géographie est alors mise au service de l'action publique mais ce n'est pas vraiment su du grand public.

La géographie est souvent perçue comme rébarbative mais elle est au cœur de la formation des étudiants. La géographie de la France s'appuie sur un héritage : « pour aimer son pays, le connaître ».

1) D'une géographie à l'autre...

- Découvrir et connaître l'espace national : les nomenclatures en débat

La question des nomenclatures est à se poser : très longtemps, on a nommé les lieux. On ne peut pas faire de la géographie sans nommer les lieux : c'est un préalable mais il ne faut pas laisser croire que la géographie c'est d'abord des noms.

- Se situer, mesurer et cartographier la France : la place des cartes

Une carte donne à voir. Elle doit respecter un certain nombre de règles graphiques. Elle doit livrer un message. La carte est une interprétation du réel. Il faut expliciter les choix : on ne travestit pas le réel mais on en livre une certaine vision.

- Dépasser le cadre national comme déterminant les hommes dans leur histoire : l'hybridation comme sortie des impasses déterminantes

Rappel du texte de Georges Bertrand dans l'introduction à *La France Rurale*. Il n'y a pas la nature d'un côté, l'homme de l'autre : ce qui importe ce sont les interactions permanentes. Quand on aborde les questions de la nature, il faut le faire par l'homme.

- Maîtriser, organiser, aménager l'espace : pour une géographie de l'action

Le géographe est celui qui peut aider à la promotion de l'espace. Les géographes participent à des choix d'aménagement.

- Décrypter les stratégies spatiales des acteurs

Il s'agit de relever les conflits pour les résoudre. En fait, il faut décrypter les projets et les projections spatiales des projets. Il faut réintroduire l'étude des conflits. Il ne s'agit pas d'exciter les conflits mais encore faut-il les dire.

2) Quelques pistes pour un enseignement renouvelé de la France

- Une entité territoriale est-elle un être géographique ? La question de l'identité comme construit.

Qu'est-ce que la France ? Il faut poser la question. Un territoire n'est que le résultat d'un processus à un moment donné, jamais figé. On est dans une logique de la construction. C'est quoi la France ? DOM-TOM ? (Guadeloupe et Martinique plus anciennement français que Alsace) Hexagone ? présence militaire française dans le monde ?

Ne pas oublier que la France a une existence au moins dans le regard des autres (étrangers).

- Relever le défi du tout économique par l'analyse des espaces productifs

Très longtemps la géographie s'est enlisée dans le tout économique. Aujourd'hui, ce qui prime, ce n'est pas d'avoir du charbon mais c'est d'être bien placé. Il faut introduire la notion d'espaces productifs. La notion d'espace nous pousse à intégrer le concept de système. On est dans la logique de l'interrelation. La systémique c'est essayer de dire que nos territoires fonctionnent en liaison. L'élément en lui-même n'a pas d'intérêt sauf dans un système. On est dans l'analyse des systèmes territoriaux. Les logiques territoriales sont soumises à des logiques mondialisées.

- Les découpages territoriaux en évolution ou comment adapter l'administration d'un territoire centralisé aux nouvelles attentes régionales et locales

Il est nécessaire d'interpeller les élèves sur les découpages et l'empilement des territoires. Le département n'est plus un bon standard dans la logique de la mondialisation. Mais le budget de départements est supérieur à celui des régions. A noter aussi les processus d'intercommunalité. Les pays, au départ, sont des espaces de projet mais en fait ils se moulent dans les départements et les régions.

- Articuler territoire et réseau ou comment concilier la permanence des ancrages identitaires et la mobilité accélérée du monde

Le réseau recèle une ambiguïté fondamentale. Nous, nous le pensons comme ce qui ouvre (réseau routier, ferroviaire) mais la signification première du réseau est un filet qui emprisonne et qui enferme, quelque chose qui ne permet pas de voir la réalité. Les fils et les nœuds constituent le filet mais le risque est d'oublier les entre-deux qui sont des vides. Si on n'est pas branché, que devient-on ? Le principe de continuité territoriale est à repenser. Toutes les dynamiques

d'aujourd'hui sont dans des nœuds. La vision de l'espace français est aujourd'hui faite de lignes et de points. Sans ces lignes, pas de dynamique possible.

En France, un seul nœud mondial : Paris. A l'échelle européenne : Lille et Lyon.

Il faut voir comment fonctionnent les interconnexions entre les réseaux. Il faut aussi travailler sur les entre-deux. Comment faire pour que l'accessibilité soit optimale ?

La thématique des réseaux est intéressante parce qu'elle nous renvoie au territoire et qu'elle nous le fait voir.

Il existe deux grands champs d'études dans les réseaux :

- les opérateurs
- les réseaux physiques
- La France peut-elle se comprendre hors l'Europe ? Peut-elle se comprendre dans le monde ?

La France vue dans son cadre européen est replacée à une échelle plus modeste. L'Europe au sens d'UE échappe aujourd'hui à la France : le glissement vers l'Est déplace le centre de gravité de l'Europe.

La France vit sur des héritages du XIX^{ème} siècle : 3^{ème} réseau d'ambassades du monde ; lycées français...

La France est un pays qui a un rang mais quelle est la part d'imaginaire, de réalité ?

On fonctionne encore sur un nationalisme économique mais la France se noie aussi dans le monde : est-ce qu'une multinationale a une nationalité ?

A étudier avec les élèves : les multinationales françaises dans le monde et le choix de la France dans les implantations étrangères.

3) Quelques réflexions sur les programmes

- La mise au pas de la nature

Il faut concevoir le rapport à la nature autrement que déterministe. Aujourd'hui, les questions environnementales sont devenues vitales. L'environnement est à penser dans sa globalité. Interaction nature-société est plus importante à étudier que les formes du relief.

- La ville comme objet central

C'est la ville qui organise, qui structure, qui polarise.

Quelques pistes d'étude :

- la première façon d'entrer dans la ville, espace vécu, peut se faire par la littérature (cf Julien Gracq *Forme d'une ville*) ou les films : *Peur sur la ville*, *Buffet froid*...
- deuxième entrée : travaux des chercheurs sur la ville. Typologie, profils de villes... Ces modélisations sont assez difficiles d'accès.

- on peut aussi étudier les réseaux de villes (cf cartes DATAR). Une notion à introduire : celle de coopération urbaine. On passe alors d'une logique de la loi à une logique du contrat.

- Des dynamiques plutôt que les permanences

Avons-nous des instruments qui permettent de saisir les dynamiques ? Saisir la dynamique cela veut dire quoi ? Le risque de la géographie peut être de courir après l'actualité sans prise de distance. Il ne faut pas courir en permanence derrière les derniers chiffres. Ce qu'il y a d'intéressant c'est de montrer une évolution : il faut s'inscrire dans une évolution pour saisir une dynamique.

- L'affaiblissement de l'Etat nation par le bas

Le modèle de l'état européen est remis en question par le « bas ».

- par le retour sur le local, la proximité, les réseaux de solidarité de proximité ; par l'affirmation des droits fondamentaux qui accordent aux personnes et aux formes d'agrégation de proximité des hommes, une sorte de primauté sur les formes qui leur sont plus éloignées.
- Par la dévolution accélérée des compétences et de moyens aux collectivités territoriales infra-étatiques.
- Par les partenariats trans-étatiques qui s'établissent entre régions voisines mais séparées par les frontières, encouragées par l'UE.
- Par les stratégies des mouvements régionalistes fondées sur une revendication d'autodétermination ou d'indépendance.

- L'affaiblissement de l'Etat par le haut

- par la construction européenne et les abandons progressifs de souveraineté au sein de l'UE.
- Mais aussi par l'acceptation des règles économiques, sociales, culturelles, édictées par des institutions internationales.
- Et par les stratégies des grandes entreprises multinationales dont la capacité d'action est souvent supérieure à celle des états. L'espace de l'entreprise se joue des frontières et des différences de potentialité entre les états.

Qui sur les territoires en crise peut encore réguler ?

CR rédigé par F. Beauger-Cornu